

Répression, transition démocratique et ruptures biographiques

Le cas des militants communistes chiliens

Repression, Transition to Democracy and Biographical Ruptures. The case of Communist Activists in Chile

Daniela Cuadros



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18639>

DOI : 10.4000/conflits.18639

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2013

Pagination : 53-69

ISBN : 978-2-343-01116-5

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Daniela Cuadros, « Répression, transition démocratique et ruptures biographiques », *Cultures & Conflits* [En ligne], 89 | printemps 2013, mis en ligne le 15 juin 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18639> ; DOI : 10.4000/conflits.18639

Répression, transition démocratique et ruptures biographiques

Le cas des militants communistes chiliens

Daniela CUADROS

Daniela Cuadros est politiste. Ses travaux portent sur les mutations de l'engagement partisan après les transitions démocratiques. Rattachée au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP - UMR 8209), sa thèse doctorale en cours à l'Université de Paris 1 est consacrée à l'étude du militantisme communiste au Chili depuis les années 1980.

On pourrait penser que toute transition d'un régime autoritaire à une démocratie s'accompagne logiquement d'une sortie immédiate de la clandestinité par les anciens opposants. Mais l'instauration d'un régime démocratique peut au contraire se trouver à l'origine d'une très grande désorientation pour les militants qui ont pris le plus de risques dans l'opposition. Ce type de phénomène qui caractérise les transitions démocratiques négociées par les élites pose avec acuité la question des effets durables de la répression dictatoriale et, plus précisément, des conséquences de la radicalisation politique sur les formes du militantisme. Le cas du Parti communiste chilien (PC), engagé dans la lutte armée contre le régime militaire dirigé par le général Pinochet (1973-1990), permet d'apporter des éléments de réponses à cette question. Comme toute radicalisation politique, celle des communistes chiliens est un processus¹ dont les frontières temporelles ne sont pas clairement identifiables. Sous l'angle de la chronologie partisane, nous pouvons néanmoins considérer que la radicalisation s'initie en 1980 à la suite d'une déclaration officielle du secrétaire général du PC sur l'adoption de « toutes les formes de lutte » et qu'il s'achève en 1986, c'est-à-dire deux ans avant la transition démocratique, lorsque les agents répressifs découvrent un stock considérable d'armement, faisant ainsi avorter le projet de renversement du régime militaire par l'action violente. Ce processus de radicalisation constitue la principale réponse du PC

1. Collovald A., Gaïti B., « Questions sur la radicalisation politique », in Collovald A., Gaïti B. (eds.), *La Démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, pp. 19-45.

chilien à la pérennisation des militaires au pouvoir, en vue du renversement du régime autoritaire. La radicalisation se traduit en pratique par l'adoption de la violence révolutionnaire et donne lieu à la création d'un bras armé du PC en 1983. Nous présenterons les formes de cette radicalisation pour étudier ses effets durables sur les pratiques militantes dans la période postérieure à la transition démocratique (1988-1989), lorsque le parti est incité par l'opposition à s'engager dans le processus inverse, celui de la déradicalisation. Car la sortie de régime autoritaire telle qu'elle se produit au Chili, avec le referendum de 1988 et les élections libres de 1989, n'est pas le soulèvement national, l'Assemblée constituante et la politique d'épuration que le groupe dirigeant communiste clandestin avaient planifiés mais une transition négociée, marquée par l'impunité des crimes d'État et un nouveau système électoral non plus proportionnel (comme par le passé, 1925-1973) mais majoritaire, qui exclut mécaniquement les acteurs minoritaires de la vie politique ², dont le PC. Ainsi, entre 1990 et 2010, alors qu'il s'agissait du principal parti de gouvernement resté fidèle au président socialiste Salvador Allende (1970-1973) et que ses élus représentaient un tiers du Parlement en 1973, le PC chilien est un parti d'opposition, sans députés et stigmatisé par les nouvelles autorités démocratiques pour avoir pris les armes pour s'opposer au régime autoritaire.

En sus d'avoir initié une rupture d'ordre institutionnel, la transition démocratique a été au principe de ruptures biographiques variées qu'il convient d'étudier dans une perspective sociologique. Si l'étude du déclin du communisme est ici tentante, la capacité d'adaptation des communistes au nouveau contexte démocratique soulève la question des dimensions socio-biographiques des transitions démocratiques. Notons d'emblée qu'à l'échelon biographique, l'effet de rupture de la transition démocratique chilienne a donné lieu à des changements de position individuels qui sont toujours progressifs. Plusieurs interrogations apparaissent alors. Les pratiques partisans ont-elles été durablement modifiées par l'expérience de la clandestinité ? Quels sont les enjeux et les formes de l'abandon de l'action violente par les militants communistes chiliens ? Nous abordons ces questions à partir de données biographiques denses recueillies entre 2006 et 2008, revenant sur les moments de doute, crise, défection et retour au parti, et nous les relierons à l'expérience de la répression dictatoriale pour proposer une analyse des dilemmes et des issues de l'engagement radical depuis la fin des années 1980 au Chili ³. Notre propos vise principalement les modalités de l'abandon de l'action violente par les membres du PC chilien depuis la transition démocratique. Nous tentons ainsi de contribuer à l'étude de cet angle mort de la littérature sur la violence politique qu'est la contribution des militants au processus de déradicalisation ⁴. Dans un premier temps, l'analyse portera sur l'impact du recours

2. À l'exception des élections municipales pendant la période 1990-2008.

3. L'analyse repose sur une cinquantaine d'entretiens biographiques menés à Santiago du Chili en 2007 et en 2008.

4. Nous suivons cette piste de recherche à la suite d'une recommandation de Donatella Della

à l'action violente sur la trajectoire partisane, pour observer dans un deuxième temps ses dimensions biographiques et s'arrêter, dans un troisième temps, sur l'actualité des savoir-faire militants forgés dans l'opposition au régime autoritaire. Notre objectif est de montrer comment ces militants formés à la violence révolutionnaire sont amenés à normaliser leurs pratiques dans la nouvelle démocratie, leur déradicalisation laissant paradoxalement libre cours à certaines radicalités militantes, sur fond de transformation de l'organisation partisane, comme composante de l'opposition aux nouvelles autorités démocratiques.

Sur les effets de la radicalisation partisane

Trois dimensions enchevêtrées de la vie politique doivent être explicitées en amont pour situer le devenir des gauches chiliennes en général, et celles du PC en particulier, depuis 40 ans : la dimension macrosociologique du contexte politique, la dimension mésosociologique (au niveau des organisations) et enfin la dimension microsociologique (à l'échelle des individus). La sociologie de l'engagement exige de penser l'articulation de ces trois dimensions⁵ et tout l'intérêt de la notion de trajectoire militante est de mettre cette articulation au centre de l'analyse⁶.

La première dimension est donc celle du contexte politique. Au Chili, l'avènement du coup d'État militaire de septembre 1973 et l'instauration d'une démocratie nouvelle en mars 1990 épousent la chronologie de la guerre froide, la transition démocratique coïncidant très précisément avec la crise des communismes⁷.

La deuxième dimension concerne les organisations politiques, notamment partisans. Entre les événements de 1973 et la transition démocratique (1988-1989), nous distinguons quatre types des ruptures politiques qui soulèvent un enjeu majeur de légitimité politique pour le PC chilien dont la disparition est annoncée par ses détracteurs depuis la transition démocratique.

Porta pour qui « l'analyse empirique de la contribution des activistes de mouvements sociaux au processus de déradicalisation serait particulièrement pertinente », Della Porta D., « Mouvements sociaux et violence politique », in Crettiez X., Mucchielli L. (eds.), *Les Violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 287.

5. Sawicki F., Siméant J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n°1, 2009, pp. 97-125.
6. Ainsi, cette notion permet de porter « une attention égale aux processus et à la dialectique permanente entre histoire individuelle et institution et, plus généralement, aux contextes », Fillieule O., « Post-scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, p. 200.
7. Sur cette notion, nous renvoyons à un ouvrage collectif consacré aux devenirs des communismes dans différents pays et régions du monde : Dreyfus M., Groppo B., Ingerflom C., Lew R., Penetier C., Pudal B., Wolikow S. (eds.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Seuil, 2004.

Premièrement, le coup d'État militaire et les violences étatiques de haute intensité qui s'ensuivent désagrègent les structures partisans soumises à ces violences. Ce processus touche les partis de gauche, c'est-à-dire les membres du gouvernement Allende (les socialistes et les communistes) et sa gauche d'opposition (principalement les organisations trotskystes). Dans le cas particulier du PC, trois directions clandestines sont démantelées entre 1973 et 1976 et le contingent militant est réduit à la portion congrue sous l'effet immédiat de violences étatiques systématiques, dont la haute intensité reste inédite (persécutions, razzias et emprisonnements en masse, torture, assassinats politiques et disparition forcée, exil) ⁸.

Ensuite, la pérennisation du régime militaire débouche sur des processus d'autocritique qui façonnent très fortement la séparation des gauches chiliennes en deux camps : au début des années 1980, prétendant au pouvoir, un premier camp se constitue autour du futur nouveau parti socialiste allié à la démocratie chrétienne (parti opposant au gouvernement Allende) ; l'autre camp est principalement représenté par les communistes qui se radicalisent dans la clandestinité, adoptent l'action violente, puis restent dans l'opposition après la transition démocratique. Il importe donc de souligner dès à présent que la radicalisation politique concerne principalement le PC chilien face à la répression, même si une faction du parti socialiste a suivi le même mouvement sous le régime autoritaire et que le Mouvement de gauche révolutionnaire (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, MIR) inscrit dans la mouvance trotskyste était engagé dans la voie armée bien avant l'avènement du régime militaire ⁹. Autrement dit, le PC n'avait pas le complet monopole de l'action violente sous le régime autoritaire.

La période postérieure à l'année 1989 donna lieu à des flux de défection importants au PC qui perdit alors près de la moitié de ses membres.

Pour finir, la marginalisation politique de ce parti l'a transformé en parti sans députés. Cette situation contraste fortement avec l'avant 1973. Devenu parti de gouvernement sous l'administration Allende (1970-1973), le PC représentait 16 % de l'électorat en 1973 et comptait 25 députés sur un total de 150 élus (par contraste, l'électorat communiste ne représente plus que 5 % dans le contexte post-autoritaire des années 1990-2000). En pratique, le PC ne fera plus élire de députés jusqu'à l'arrivée de trois personnalités communistes au Parlement en 2010, moyennant un accord longtemps attendu avec les partis du gouvernement sortant qui ont gouverné le Chili entre 1990 et 2010 ¹⁰ et qui

-
8. Parmi ces crimes, le plus inédit est la disparition forcée. Voir Garcia A., *La Mort lente des disparus au Chili sous la négociation civils-militaires (1973-2002)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002.
9. Sur l'évolution de ce parti sous le régime militaire, on renvoie à Pinto Vallejos J., « ¿Y la historia les dio la razón? El MIR en dictadura, 1973-1981 », in Valdivia V., Álvarez R., Pinto J., *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981)*, Santiago, LOM, 2006, pp. 153-205.

acceptent alors de céder un nombre réduit de districts électoraux aux communistes.

Enfin, dans la dimension microsociologique des parcours de vie, on constate que les bornes chronologiques ne sont jamais les mêmes entre les individus et qu'elles ne reflètent pas systématiquement la chronologie institutionnelle. La crise politique présente en effet des particularités dans les trajectoires individuelles qu'il faut mettre en évidence¹¹. Elles suggèrent la nécessité d'étudier des biographies militantes profondément marquées par la répression dictatoriale et la transition démocratique. Des questionnements en résultent à un niveau biographique complexe qui ouvrent une intense période de réflexion, apportant parfois des issues inattendues (la défection de militants aguerris ou la conversion dans une autre organisation militante), mais confrontant dans tous les cas au sens de l'engagement politique et aux remaniements sociaux, scolaires, professionnels et psychologiques de la période postérieure à l'ère dictatoriale.

Observons à présent les phases du processus de radicalisation politique du PC chilien sous le régime autoritaire des années 1973-1990. Dans un premier temps, la direction en exil, dont une partie importante était basée à Moscou et dans les pays d'Europe de l'est, était particulièrement exposée à la critique soviétique¹². Dans ce contexte, on sait que le groupe dirigeant communiste a fait son autocritique au cours de la réunion plénière du Comité central à Moscou en août 1977¹³. Dans le rapport de cette réunion, l'absence de « politique militaire » au PC chilien a été qualifiée de « vide historique », en écho aux reproches des soviétiques sur l'incapacité des communistes à défendre le gouvernement Allende avec les armes.

L'année 1977 constitue rétrospectivement un moment pivot pour la direction clandestine, car suite aux démantèlements successifs de cette direction, aucun dirigeant national n'avait pu prendre le relais. Dans l'urgence, celle-ci a été confiée à des cadres intermédiaires dont rien ne laissait présager la survie. Pendant ce temps, en exil, une nouvelle équipe de dirigeants s'était préparée

10. Cf. la coalition de partis dits de centre gauche, composée par le Parti démocrate-chrétien (PDC), le Parti socialiste du Chili (PSC), le Parti radical social-démocrate (PRSD) et le Parti pour la démocratie (PPD).

11. On suit ici le modèle d'analyse des crises politiques proposé par B. Gobille car il est transposable aux situations de changement de régime comprises comme des crises politiques. Voir Gobille B., « Mai-Juin 68 : crise du consentement et ruptures d'allégeance », in Damamme D., Gobille B., Matonti F., Pudal B. (eds.), *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2008, pp. 15-31.

12. Ponomariov B., « La situación mundial y el proceso revolucionario », in Ponomariov B. (ed.), *Algunas cuestiones del movimiento revolucionario*, Prague, Internacional Paz y Socialismo, 1975, cité dans Casals M., Riquelme A., « El partido comunista de Chile y la transición interminable », in Varas A., Riquelme A., Casals M. (eds.), *El Partido Comunista de Chile. Una historia presente*, Santiago, Catalonia, 2010, p. 356.

13. Casals M., Riquelme A., « El partido comunista de Chile y la transición interminable », *op. cit.*, p. 365.

pour prendre la direction du PC clandestin. Elle le fait avec succès en 1978 ¹⁴. À l'instar des intellectuels communistes chiliens qui ont théorisé l'adoption partisane de la violence révolutionnaire en République démocratique allemande (RDA), les nouveaux dirigeants ont assez rapidement envisagé la voie insurrectionnelle comme la seule manière de résister efficacement à la répression dictatoriale ¹⁵. Cependant, ils se sont heurtés à de fortes résistances au sein du groupe dirigeant en exil, car pour certains hauts dirigeants, l'insurrection contredisait la culture de la modération caractéristique du PC chilien du XX^e siècle. Sur ce point, on doit souligner à la suite de Rolando Álvarez ¹⁶ et de Luis Rojas ¹⁷ que les antagonismes entre les défenseurs des postures insurrectionnelles et les tenants des postures modérées n'ont jamais été dépassés par le groupe dirigeant ¹⁸. C'est donc une direction divisée qui a piloté la résistance armée.

La résistance du Parti communiste soviétique (PCUS) à l'invasion allemande des années 1941-1945 a vraisemblablement servi de modèle à la militarisation du PC clandestin au Chili. Ce modèle avait été transmis par les agents soviétiques aux cadres de certains partis communistes dans les années 1970. Le Bureau politique du PC chilien et quelques membres du Comité central ont pu bénéficier de cette formation au début des années 1980. Selon Luis Rojas, la militarisation de la structure partisane a été pensée au Comité central pour être mise en œuvre au Chili sans modifications d'envergure. Toutefois, cet auteur souligne dans le même temps que, dans la pratique, des variations importantes ont été introduites car le modèle n'a pas été reproduit à l'identique. En particulier, la structure partisane n'a pas été entièrement militarisée, la gestion de l'action violente ayant été déléguée à un « groupe de spécialistes » rattachés à la nouvelle Commission militaire ¹⁹. Signe du compromis auquel l'équipe de direction clandestine a alors été soumise, lorsque le PC a adopté l'action violente dans la clandestinité des années 1980, il a été contraint d'externaliser sa mise en œuvre. Le bras armé du PC, le Front patriotique Manuel Rodriguez (*Frente Patriótico Manuel Rodríguez*, FPMR), a été créé et mis en opération dans ce but en 1983. La violence révolutionnaire serait mise à exécution par un petit corps militaire d'élite dirigé par huit « commandants » placés à la direction du FPMR, formés en Bulgarie et à Cuba pour la plupart et

14. Álvarez R., *Desde las sombras: Una historia de la clandestinidad comunista (1973-1980)*, Santiago, Lom, 2003.

15. Álvarez R., « « Aún tenemos patria, ciudadanos ». El Partido Comunista de Chile y la salida no pactada de la dictadura (1980-1988) », in Valdivia V., Álvarez R., Pinto J., Donoso K., Leiva S., *Su revolución contra nuestra revolución. Vol. II. La pugna marxista-gremialista en los ochenta*, Santiago, Lom, 2008, pp. 19-82.

16. *Idem*.

17. Rojas L., *De la rebelión popular a la sublevación imaginada. Antecedentes de la Historia Política y Militar del Partido Comunista de Chile y del FPMR 1973-1990*, Santiago, Lom, 2011.

18. Ces auteurs en déduisent que l'accomplissement des objectifs du PC fixés dans la politique insurrectionnelle du milieu des années 1980 s'est par conséquent avéré impossible.

19. Rojas L., *De la rebelión popular a la sublevación imaginada...*, *op. cit.*, pp. 203-204.

mis au service des actions violentes d'envergure (sabotages dits majeurs, braquages de banque, attentats, enlèvements de représentants du régime militaire, vol d'armement...). Le bras armé devait en cela sauvegarder l'image publique du PC clandestin en revendiquant toutes les actions illégales et violentes mises en œuvre par les militants ordinaires. Or, il a de fait fonctionné avec beaucoup d'autonomie. Aussi, une double loyauté au FPMR et au PC s'est-elle développée, limitant fortement le contrôle partisan des nouvelles recrues, leur encadrement et surtout leur fidélisation. Comme nous le verrons sous l'angle des trajectoires d'engagement, cette perte de contrôle partisan sur l'actif militant constitue un changement majeur dans les pratiques de direction communiste, dont une des caractéristiques jusqu'en 1973 avait été le contrôle acéré de ses cadres et un encadrement plutôt ferme de ses nouvelles recrues. Luis Rojas, acteur et témoin de la radicalisation politique, souligne à ce titre que la militarisation du parti a été « conçue du bas vers le haut, à partir des propositions des organes et structures intermédiaires soumises au Bureau politique ²⁰ », signe d'une évolution qui contredit l'héritage dogmatique et hiérarchisé du PC.

Les structures partisans ont donc progressivement adopté la fonction militaire à tous les échelons. Prenant le nom d'unités ou groupes de combat, elles étaient composées à la fois par des militants ayant reçu une instruction militaire pendant six mois à Cuba et par des militants formés aux techniques militaires sur le tard au Chili. Les documents internes du PC de l'année 1985 recensent près d'un tiers de militants ayant régulièrement participé à ces actions ²¹. En complément, des milices ont été mises au service d'actions défensives, notamment lors des manifestations face aux agents répressifs. Accueillant des jeunes communistes, mais aussi affiliés à d'autres partis ou sans appartenance partisane, elles étaient principalement implantées en milieu étudiant et populaire.

La militarisation des structures partisans a caractérisé ce parti tout au long des années 1980, jusqu'à ce que le groupe dirigeant se soit trouvé face au fait accompli de l'échec des actions prévues pour renverser le régime militaire, tout particulièrement suite au démantèlement de plusieurs milliers de tonnes d'armement, en provenance de pays étrangers (Cuba, RDA, Vietnam) par voie maritime et destinées à l'organisation du soulèvement national en 1986 ²². Les dirigeants du Front ont alors commencé à être profondément mis en question pour leurs « dérives aventuristes ²³ », expression qui rappelle la grammaire de

20. *Ibid.*, p. 207.

21. Cité dans Álvarez R., *La tarea de las tareas: luchar, unir, vencer. Tradición y renovación en el PC de Chile (1965-1990)*, Thèse pour le doctorat d'histoire, soutenue sous la direction de María Elisa Fernández, Universidad de Chile, Santiago du Chili, 2007, p. 375.

22. Cet épisode est appelé l'affaire du Carrizal.

23. Cette qualification vise les décisions prises par les dirigeants du bras armé sans l'accord explicite de la direction partisane, tout particulièrement l'organisation de l'attentat manqué contre le dictateur Pinochet peu après l'affaire du Carrizal qui déchaîne la violence des militaires. Cet

la bolchévisation des partis communistes à la fin des années 1920. Le même type de qualification avait d'ailleurs été employé quelques années plus tôt à l'endroit de la direction clandestine pour discréditer sa posture insurrectionnelle. Or cette fois, la critique est venue de l'ensemble de la direction partisane, y compris de la direction clandestine. À ce stade, la déradicalisation est entamée qui prendra la forme de la mise en veille du bras armé²⁴. Le groupe dirigeant s'est ainsi retrouvé tiraillé entre l'exigence de normalisation des pratiques partisans en vue de l'intégration du parti à la vie électorale au cours de la transition démocratique (participation au referendum de 1988 et aux élections libres de 1989) et la radicalité politique des militants qui refusaient d'abandonner la voie armée. Dès lors, les équilibres ont été difficiles à tenir tant le changement de stratégie partisane a entraîné la défection des militants les plus investis dans l'action armée.

À la fin des années 1980 et jusqu'au milieu des années 1990, une recomposition du corps partisan s'opère au gré de débats fortement conflictuels sur la légitimité du recours à l'action violente et sur la manière dont la nouvelle démocratie voit le jour. De ce fait, la sortie de la clandestinité est coûteuse pour tous les membres du PC chilien. Nombre de militants s'étaient spécialisés dans l'action violente et il leur était difficile d'envisager une participation politique différente sous un gouvernement transitionnel qui appelait à la démobilisation et se montrait défavorable aux mobilisations collectives. Mais surtout, les membres du PC perdent leurs principaux repères politiques, partisans et militants. D'une part en effet, l'adversaire politique ne leur semblait plus clairement identifiable. D'autre part, confronté à des flux de défection massive, le parti s'est trouvé privé de ses bases. Enfin, sur fond de crise internationale du communisme, l'action militante est amenée à s'adapter aux modes de participation politique démocratique. Ce phénomène propre aux sorties de clandestinité dans les régimes démocratiques a rendu la normalisation politique douloureuse. Les militants disent alors se sentir vides, seuls, inutiles, car ils ne vivront plus dans l'exceptionnel du combat contre la terreur, ni dans l'angoisse et l'urgence de répondre aux exigences du moment. Ils savaient que les aventures dangereuses n'auraient plus lieu et que donner leur vie pour la cause ne serait plus d'actualité. Le désarroi s'est ainsi installé dans le corps militant.

Une nouvelle phase de recomposition est ensuite engagée dont on discerne difficilement les limites temporelles, tandis que les règlements de comptes se multiplient et que les flux de défection deviennent massifs tant le décalage était fort entre la transformation individuelle des militants et l'évolu-

attentat est aussi vivement condamné par les autres partis opposants au régime, car il se produit à un moment où les négociations avec les militaires étaient déjà en cours.

24. À terme, le FPMR devient Mouvement patriotique Manuel Rodriguez (MPMR). Le PC place à sa direction des cadres de confiance. Les relations avec le PC deviennent cependant conflictuelles et débouchent sur la séparation entre des deux organisations en 2006.

tion de l'institution communiste²⁵. Autrement dit, lorsque le PC abandonne l'action violente, les raisons du désengagement deviennent plus importantes que celles de l'engagement. Les flux massifs de défection des années 1987-1992 trouvent une de leurs principales explications dans le rejet du nouveau projet partisan en ce qu'il contredit la légitimité des identités militantes construites durant la radicalisation partisane. Affaibli, le groupe dirigeant qui résiste à la désagrégation s'attache à préserver les principes de l'organisation communiste (le centralisme démocratique). La structure partisane est encore affaiblie dans les années 1990-1994 par une baisse colossale du financement étranger suite à l'effondrement du bloc de l'Est, au point que le nombre auparavant important de permanents a été considérablement réduit. Un long processus de reconstruction partisane commence qui est marqué par des réaménagements constants et une recherche d'équilibres souvent intenable entre le passé de la radicalisation et le présent de la normalisation politique. Cette recherche donne lieu à différentes expérimentations militantes²⁶, plus ou moins heureuses et surtout difficilement contrôlables par la direction tant elle était dépassée par les flux de défection massive des années 1987-1992.

Les dimensions socio-biographiques des réponses à la répression

Dans une perspective interactionniste, le moment auquel chaque individu entre en militantisme est essentiel tant du point de vue de la période politique que du point de vue de l'histoire de l'organisation et des caractéristiques de ceux qui entrent en militantisme au même moment. Les nouvelles recrues arrivent toujours dans une organisation politique déjà façonnée par d'autres et contribuent elles aussi à la façonner. Elles constituent ce que certains auteurs appellent des « micro-cohortes », la génération politique englobant toutes les micro-cohortes ayant participé à un même moment protestataire²⁷. Au Chili, la trajectoire partisane des communistes qui s'étend de la radicalisation des années 1980 à l'abandon progressif de la violence politique à partir de 1987, gagne à être revisitée au prisme de la trajectoire des micro-cohortes entrées en militantisme au sommet de la mobilisation antidictatoriale (1983-1986) et encore actives au PC chilien à la fin des années 2000²⁸. Nous en observons

25. Ce cas correspond au modèle du déracinement formalisé par Leclercq C., *Histoires d'« ex »*. Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français, thèse pour le doctorat de science politique, Institut d'études politiques, Paris, 2008.

26. On songe par exemple au travail de re-mobilisation des étudiants communistes après 1989, en particulier à la manière dont ils ont organisé des mobilisations étudiantes aussi massives qu'inattendues au milieu des années 1990 et qui ont eu un impact considérable dans les dynamiques intra-partisanes, accélérant le *turnover* militant mais aussi formant une nouvelle génération de jeunes dirigeants moins enclins à se soumettre à la norme partisane.

27. Whittier N., "Political generations, micro-cohorts, and the transformation of social movements", *American Sociological Review*, vol. 62, n°5, 1997, pp. 760-778, et Zwermer G., Steinhoff P., "When Activists Ask for Trouble: State-Dissident Interactions and the New Left Cycle of Resistance in the United States and Japan", in Davenport C., Mueller C., Johnston H., *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, pp. 85-107.

28. On ne traitera pas ici des enfants de communistes élevés à Cuba.

deux ici qui regroupent des militants nés entre la fin des années 1960 et le début des années 1970 et entrés aux Jeunesses communistes alors qu'ils étaient encore collégiens. La première micro-cohorte regroupe les militants ayant reçu une formation militaire professionnelle à l'étranger. La deuxième concerne ceux qui ont reçu des formations pratiques à l'action violente après avoir intégré un groupe de combat au sein des Jeunesses communistes (entraînement physique et apprentissage du tir, confection et utilisation d'armes artisanales, formation de groupes défensifs pour affronter la répression dans la rue). Elle comprend aussi ceux qui ont été amenés à participer à des actions qui n'exigeaient pas de savoir-faire particulier. Les individus que nous étudions sont nés entre la fin des années 1960 et le début des années 1970. Ainsi, aussi étrange que cela puisse paraître, ces jeunes recrues ont pris part à l'action radicale dès leur entrée en communisme à l'âge de 12-15 ans.

La littérature sur la radicalisation montre que les individus les plus impliqués dans l'action violente appartiennent à des groupes sociaux marginalisés ou situés aux marges de la société (populations pauvres, minorités...), dont certains œuvraient à la limite de la légalité (dans des bandes par exemple) avant de s'engager dans la lutte armée²⁹. Mais il n'est pas rare que des intellectuels s'engagent eux aussi dans la lutte armée (étudiants, enseignants, artistes...). Confirmant ces tendances, les structures militaires des Jeunesses communistes et le bras armé du PC chilien sont principalement composés d'intellectuels et de jeunes issus des quartiers populaires. Leurs points communs sont la disponibilité biographique à l'engagement violent (ils sont révoltés et disposent de temps libre), l'engouement pour la prise de risque, la recherche d'émotions fortes, les velléités de vengeance envers les tortionnaires et/ou la volonté de faire justice soi-même face à la répression et à l'impunité des crimes d'État. Parmi les moteurs au principe de leur engagement, on repère la fierté que leur procure le fait d'entrer dans un groupe connu pour sa radicalité contre la répression dictatoriale et d'y être reconnus. Par son caractère moral, la défense de cette cause rend légitime l'action criminelle qui accompagne presque inévitablement toute pratique insurrectionnelle dans le but affiché de financer l'action violente (vol à main armée, vol d'armement, de munitions, de moyens de transport, saccage, séquestration, braquage de banque...) ³⁰. Les rétributions matérielles de cet engagement ne doivent donc pas être sous-estimées. Au milieu des années 1980, des jeunes communistes issus des quartiers populaires découvrent par exemple le plaisir de porter des vêtements neufs et élégants, qu'ils n'auraient jamais pu se procurer dans une situation autre que celle des repérages du FPMR dans les beaux quartiers de la capitale. Avec la fin du régime militaire en 1990, des opérations dites « *pa'ti* » (pour toi) et « *pa'mi* » (pour moi), c'est-à-dire destinées au financement de l'organisation et à la rétri-

29. Voir Zwerman G., Steinhoff P., "When Activists Ask for Trouble...", *op. cit.*

30. Les liens entre violence révolutionnaire et criminalité sont connus, la plupart des travaux sur le terrorisme en attestent. Voir Sommier I., *La Violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, et Della Porta D., « Mouvements sociaux et violence politique », *op. cit.*

bution personnelle du militant, deviennent courantes aux Jeunesses communistes. Ces expressions témoignent d'une certaine tolérance du groupe militant à l'égard de l'usage personnel de savoir-faire violents par les militants les plus radicaux. Comme nous le verrons, un des militants dont nous avons reconstruit la trajectoire souffre d'une perte de sens politique qui ne cesse de le tarauder après avoir fait défection du PC afin de pouvoir poursuivre la lutte armée en 1988 : « J'avais de l'argent... je pouvais faire beaucoup de choses matérielles, mais le sens de... d'être utile à la société... je l'ai perdu ³¹ ». Ce phénomène de continuité dans la violence en dehors ou à l'intérieur du parti est pour nous l'expression du rejet du nouveau projet partisan en ce qu'il contredit la légitimité des identités militantes construites dans la lutte armée. Il est rendu possible par l'affaiblissement des pratiques du contrôle partisan introduites au cours de la radicalisation. Force est alors de constater que les militants entrés en communisme dans les années 1980 se sont bien souvent construits dans un rapport distancié à l'institution partisane. En d'autres termes, le sens qu'ils donnent à la cause communiste n'est pas toujours le même que celui donné par la direction partisane.

Confirmant des tendances internationales ³², les enfants de victimes du régime militaire ont été nombreux à entrer en radicalité au parti communiste, sans pour autant bénéficier systématiquement du consentement familial (ce qui les différencie par exemple des jeunes recrues de l'ETA en Espagne) ³³. Plus largement, parce que les crimes d'État ont touché à des degrés divers, de manière directe ou indirecte, les nouveaux entrants en communisme dans les années 1980, la répression dictatoriale se trouve au principe de leur passage à l'acte et constitue le facteur déclencheur de tous les engagements violents encouragés et encadrés par les structures militaires du PC dans la clandestinité de l'époque. De plus, des individus que rien ne prédisposait à l'engagement communiste, voire à l'engagement tout court, entrent en radicalité par effet d'entraînement suivant une dynamique de politisation au sein de leur groupe d'amis. Ils doivent alors donner l'apparence de normalité dans la vie sociale alors qu'ils consacrent une partie considérable de leur temps à la subversion. Le degré de cloisonnement ou de repli à l'égard de leurs proches, la suspension totale ou partielle de leur vie de famille et amoureuse, leurs relations d'amitié, leurs cursus scolaire ou encore leurs carrières professionnelles dépendent du niveau d'implication dans les activités subversives. Ces « incidences biographiques du militantisme ³⁴ » dans toutes les sphères de vie sont

31. Entretien avec Alonso dans le local régional du PC Santiago-Sud, 05/10/2007.

32. Nous nous reportons sur ce point à la revue de la littérature sur la radicalisation proposée par Crettiez X., « "High risk activism" : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, n°34, 2011, pp. 45-60.

33. *Idem*.

34. Cette notion a été théorisée par McAdam D., "The biographical consequences of activism", *American Sociological Review*, vol. 54, n°5, 1989, pp. 744-760. Le numéro 85 de la revue *Sociétés contemporaines* paru en 2012 a été consacré à cette question, avec des contributions de jeunes enseignants-chercheurs sur des terrains français.

cependant le propre de l'engagement communiste chilien en temps normal. Autrement dit, malgré le relâchement des mécanismes du contrôle partisan, les incidences biographiques de l'engagement communiste ont été renforcées dans le temps exceptionnel de la clandestinité. Au demeurant, le rapport fusionnel avec l'organisation militante, souligné dans la littérature sur le terrorisme³⁵, est ici largement présent. De cet angle de vue, les effets de rupture biographique de la transition démocratique sont d'autant plus ravageurs que le style de vie du militant a pris forme dans l'engagement radical. Accepter de modérer ses positions en se soumettant au processus de déradicalisation partisane est donc bien une démarche très coûteuse, mettant en cause l'identité du militant et l'obligeant à se reconstruire progressivement.

Dans les années 1990-2000, le recours à l'action violente dépend du militant, du type de mobilisation et du contexte dans lequel elle se déploie, différents degrés de violence pouvant être utilisés. De la même manière, les effets de la répression varient selon les trajectoires individuelles d'engagement. L'action clandestine est certes une réponse collective à la répression, mais les vécus de la clandestinité sont toujours singuliers. La micro-cohorte des jeunes communistes formés à la violence révolutionnaire regroupe un personnel politique capable de trouver des solutions techniques et d'organisation adaptées au niveau de répression, capable en particulier de se mouvoir rapidement en situation d'affrontement. Comme nous l'avons vu, ces derniers sont nombreux à faire défection pour continuer l'action violente après 1987, au moment même où le changement de régime devient possible par les urnes. Encore faut-il rappeler qu'ils se servent des armes du parti pour leur compte personnel en procédant à divers types d'action criminelle, comme des cambriolages de banque et des enlèvements.

Le cas d'Alonso permet de saisir les contradictions de ce passage de la résistance armée à la criminalité³⁶. Alonso se compte parmi les militants entrés aux Jeunesses communistes en 1984 qui se sont directement retrouvés dans un groupe opératif. Né en 1967 dans un des quartiers les plus pauvres de Santiago et dans un milieu très défavorisé, son vocabulaire, ses manières de se tenir, de parler, de marcher en témoignent, à l'exception de certains mots et concepts dérivés de son expérience combattante. L'entretien qu'Alonso nous a accordé est scandé par une retenue conforme à cette expérience. Sa trajectoire partisane l'a mené jusqu'à Cuba où il reçoit une formation militaire entre janvier 1986 et juin 1987, pour ensuite intégrer le FPMR. Comme ses camarades, Alonso quitte le parti et son statut de permanent pour participer à la « guerre patriotique nationale » en 1988, arguant qu'il ne « fallait pas laisser Pinochet tranquille ». Mais il avoue avoir vécu dans une désorientation politique totale pen-

35. Par exemple Gayer L., « Le "Jeu de l'amour" : trajectoires sacrificielles et usages stratégiques des martyrs dans le mouvement sikh pour le Khalistan », *Cultures & Conflits*, n°63, 2006, pp. 113-133.

36. Entretien avec Alonso, *op. cit.*

nant les cinq années suivantes. Emprisonné en 1992 pour pillage de banque, il passe trois ans en prison. Aidé par des avocats communistes, il est libéré en 1996 et demande à être réintégré au parti. Puis des cadres dirigeants interviennent pour proposer des responsabilités chaque fois plus importantes à Alonso. Il devient ainsi membre de la direction communale de sa localité en 2003 et intègre la direction régionale en 2006 pour laquelle il est responsable des affaires d'organisation. Au moment où nous l'avons rencontré, Alonso est donc le deuxième dirigeant communiste le plus haut placé de son comité régional, signe de la volonté de réintégration des « anciens combattants » dans les rangs du parti et de la reconnaissance de leur contribution à la « lutte contre la tyrannie » par le groupe dirigeant.

Alternant descriptions et anecdotes, Alonso insiste sur les preuves de sa fidélité partisane. Son propos doit en effet être lu comme celui d'un repentant :

« Honnêtement, lorsque je me suis éloigné du parti, je perds le cap politique, je perds le sens, tu piges ? C'est pour ça que quand j'sors de prison, la première chose que j'demande c'est de réintégrer le parti, parce que j'ai senti ça, j'ai senti que quand j'étais plus au parti ma vie n'avait plus d'sens. Quand je me suis éloigné... ma vie n'avait pas d'sens. [...] Et le parti, c'est-à-dire, le parti me donne cet... cet outil... de euh... euh... euh... choisir une autre option, je choisis, euh, euh, euh, de contribuer à la société. Tu vois ? [...] Indépendamment du fait que mon entourage le comprenne ou pas, pour diverses raisons, à cause de l'idéologie, de l'individualisme, différentes choses, mais je sens que je fais une contribution à la société avec mon activité politique ³⁷. »

Le retour au parti est ainsi souvent évoqué comme un moyen de redonner un sens à la vie du militant.

Savoir-faire antidictatorial et radicalités militantes

L'impact de long terme de la radicalisation sur les pratiques militantes est visible dans les trajectoires des jeunes communistes entrés en militantisme dans la seconde moitié des années 1980. C'est un bon exemple car ces étudiants ont mené des mobilisations lycéennes antidictatoriales d'envergure nationale caractérisées par leur radicalité à la fin des années 1980, c'est-à-dire après le climax de la mobilisation dictatoriale ³⁸. Ceux qui ont résisté aux flux de défection massifs de l'après 1989 en milieu étudiant ont été promus à des postes à responsabilités, que la majorité des dirigeants nationaux et régionaux

37. Entretien avec Alonso, *op. cit.*

38. Álvarez R., « Movimiento estudiantil secundario bajo dictadura y las Juventudes Comunistas: un caso de radicalización política de masas en Chile (1983-1988) », *Alternativa*, n°23, 2005, pp. 83-114.

avaient quitté. Sur la base de leurs expériences de mobilisation lycéennes, ces étudiants communistes ont initié les très fortes mobilisations étudiantes des années 1997-1998³⁹. Ce faisant, ils sont porteurs de continuité des pratiques militantes entre régime militaire et démocratie nouvelle. Leur capacité à mobiliser alors qu'ils étaient initialement moins de cinq par université s'apparente au mode d'organisation et à la discipline propres à l'action communiste antidictatoriale. Leur fermeté et la radicalité de leur discours renvoient également à des pratiques éprouvées. La manière dont ils ont organisé la défense des universités occupées et dont ils ont assuré les services d'ordre particulièrement combatifs lors de manifestations de rue prouve la continuité de certaines pratiques radicales. Ils ont mis au service du nouveau moment politique deux savoir-faire principaux forgés dans la clandestinité : réinventer des instances de représentation étudiante et organiser des protestations massives. Ainsi ont-ils été à même de conquérir les principales fédérations étudiantes du Chili entre 1995 et 1998. À cette date, ils avaient entre 25 et 30 ans, ce qui signifie que certains ont prolongé leur études, ou bien changé de filière en cours de route, pour continuer à agir en milieu universitaire. Alors que le déclin des mouvements sociaux propre aux transitions négociées⁴⁰ ne laisse pas espérer un renouveau de la protestation, les étudiants communistes s'engagent contre toute attente avec succès dans l'organisation de mobilisations collectives particulièrement massives. Ce succès tient à la fois à la perte de crédibilité des dirigeants étudiants appartenant aux partis de gouvernement qui appelaient à la démobilisation et à la capacité des étudiants communistes à formuler des revendications représentatives du public étudiant. Les effectifs communistes dans les universités ont alors connu une augmentation exponentielle, palliant en partie les flux de défection de la période précédente. Mais des contradictions et conflits intra-partisans toujours latents se voient alors renforcés. Héritée de la période antérieure, celle de la sortie de régime autoritaire, la principale tension relève de l'exigence de démocratisation de la prise de décision. Si les oppositions au sein du Comité central des jeunes communistes se sont cristallisées dans des divisions souvent artificielles (étudiants contre habitants des quartiers populaires ou inversement) et si elles se sont ensuite reportées sur des conflits entre personnes, il s'agit en réalité d'un approfondissement de la crise partisane sur fond de dégénérescence des relations de confiance entre les dirigeants. D'une part, ces conflits ont provoqué le départ collectif des élus étudiants et de leurs équipes. D'autre part, un nombre important de jeunes dirigeants étudiants, mis à l'écart par la direction partisane pour désobéissance à la fin des années 1990, mettent leur engagement en suspens puis reprennent leur carte au PC quelques années plus tard.

39. Pour une mise en récit chronologique, voir Moraga F., « Crisis y recomposición del movimiento estudiantil chileno (1990-2001) », in Marsiske R. (dir.), *Movimientos estudiantiles en la historia de América Latina*, Mexico, Plaza y Valdés, 2006, pp. 179-252.

40. Hipsher P. L., "Democratization and the decline of urban social movements in Chile and Spain", *Comparative Politics*, vol. 28, n°3, 1996, pp. 273-297.

Mario se compte parmi ceux qui ne font pas défection. Né en 1973, il est fils et petit-fils de militants communistes, travailleurs des mines du Nord du Chili. C'est à Santiago qu'il intègre les Jeunesses communistes en 1986 à l'âge de 12 ans. Il avait déjà conscience depuis plusieurs années du danger auquel sa famille était exposée, son père, sa mère, ses oncles et tantes ayant connu la prison et la torture. Les débuts de sa trajectoire militante sont marqués par un activisme antidictatorial combinant action collective protestataire et travail clandestin. S'il en parle avec parcimonie et en donne le moins de détails possible, il avoue avoir reçu une petite formation militaire (fabrication d'armes artisanales, apprentissage du tir) et reconnaît avoir participé à plusieurs sabotages à l'âge de 14-17 ans. Mario a en fait connu toute la gamme des possibilités offertes aux jeunes communistes dans la clandestinité, expérience dont il tire un rapport instrumental à la violence politique. Selon lui, il faut employer la violence uniquement lorsqu'elle ne risque pas d'affaiblir l'adhésion à la cause des communistes, position que les militants plus radicaux qu'il dirigeait à l'université ont rarement partagée.

Mario est passé de l'expérience des mouvements lycéens de la seconde moitié des années 1980 à celle des mobilisations étudiantes des années 1997-1999, au rythme desquelles il est amené à prendre des responsabilités de direction au niveau régional, puis au Comité central et enfin au bureau politique des Jeunesses communistes. Alors âgé de 24-26 ans, il avait prolongé ses études pour reconstruire la structure des jeunes communistes à l'Université de Santiago qui était réduite à la portion congrue après 1989. On pourrait penser que Mario est un militant fidèle et discipliné, mais sa trajectoire est au contraire scandée par moult petites désobéissances dérivées d'une posture distante à l'égard de la direction partisane. Sa distance se confirme au moment des mobilisations étudiantes de la fin des années 1990 :

« C'était une tension très forte, parce que [notre vision] n'était pas toujours compatible avec la vision du parti à l'époque. Donc oui, il fallait conjuguer les aspirations légitimes du parti, avec nos aspirations légitimes en tant que mouvement qu'on construisait dans chaque université. Donc pour moi, c'est une période très riche, parce que je dirais qu'elle me forme individuellement, elle consolide ma condition de militant et ma manière de me situer dans le parti. Euh... naturellement, disons qu'elle trace à ma génération un chemin dans le parti ⁴¹. »

La trajectoire de Mario témoigne ainsi d'une distance progressivement constituée à l'égard du groupe dirigeant qui se consolide dans les années 1990,

41. Entretien avec Mario, Santiago, 10/09/2007. Mario a connu une ascension sociale fréquente chez les enfants de communistes qui ont accédé à l'université dans les années 1990. Il s'exprime ainsi bien mieux qu'Alonso dont nous avons présenté le propos précédemment.

au point de constituer une manière d'être au parti propre à ceux qui ont connu le passage du régime autoritaire à la démocratie en milieu étudiant.

Cette trajectoire doit être replacée dans le cadre plus général des mécanismes visant à faire respecter la norme partisane. L'exclusion est une des pratiques de contrôle partisan bien connues des organisations politiques en général et des partis communistes en particulier depuis la fin des années 1920. Outre diverses formes de discrédit et de condamnation morale, elle s'accompagne de violences verbales et souvent physiques, notamment dans les moments de réorientation de la stratégie partisane pendant lesquels les règlements de compte se multiplient. Cette pratique, encore d'actualité, a été fréquente au moment de la crise des Jeunesses communistes des années 1989-1992, tout comme à la fin des années 1990 à l'endroit de ceux qui ont exprimé leurs différences avec la direction partisane, plaidant pour la démocratisation des modes de prise de décision. La contradiction des modes de direction est ainsi devenue visible et la recherche d'équilibres par le contrôle partisan intenable. Les flux de défection massifs des années 1987-1994 en témoignent. Mais les critiques du centralisme démocratique subsistent. La situation devient insoutenable au sein des Jeunesses communistes en 1998-1999 ; les débats sont alors houleux. La divergence de nombreux dirigeants leur vaut des sanctions : leur promotion est compromise, ils passent au parti avant l'heure ou bien décident de se mettre en veille ; certains sont exclus pendant des mois, voire des années. De cette façon, le PC voit sa cohorte de relève réduite pour la deuxième fois depuis 1989. Or, un mouvement inverse voit le jour au début des années 2000, lorsque d'anciens jeunes communistes reprennent leur carte au parti ce qui aura des conséquences importantes à l'échelon territorial et syndical où leurs contributions seront significatives ⁴².

Par effet d'âge et de période, les membres des deux micro-cohortes ici observées sont nombreux à tenir des postes de direction à la fin des années 2000. La manière dont ils endossent ce rôle est le signe d'une continuité des apprentissages clandestins des années 1980, visible dans leur travail d'activation des foyers de recrutement privilégiés par le parti en milieu populaire, dans les universités et en milieu syndical. Néanmoins, il n'est par rare que ces militants fassent opposition à l'intérieur du parti sous des formes couvertes, nécessairement peu visibles pour éviter la sanction, eu égard aux mécanismes partisans toujours activés contre la formation de courants. Ainsi, les uns restent-ils fondamentalement critiques du groupe dirigeant, tandis que les autres affichent une posture réflexive et distanciée.

L'expérience de la répression dictatoriale a en somme transformé de manière durable les pratiques et les relations entre les membres du PC chilien, non pas au sens mécanique comme on aurait pu s'y attendre (les violences

42. Nous n'avons malheureusement pas la place de développer cet aspect ici.

d'État visant en réalité l'extermination des opposants), mais au sens dynamique, car si la radicalisation mène à des apprentissages de la contestation adaptés à la répression dictatoriale, la manière dont elle a été enclenchée et gérée a mis à mal la confiance des militants à l'égard du groupe dirigeant, fragilisant les mécanismes du contrôle partisan et de la fidélisation militante. Les dynamiques de l'attachement partisan des jeunes recrues ont ainsi été durablement modifiées. Les trajectoires des micro-cohortes entrées en militantisme au sommet de la mobilisation antidictatoriale (1983-1986), lorsque l'action violente était largement encouragée, le montrent particulièrement bien. Elles montrent aussi que la coupure avec le passé de la radicalisation n'est pas totale. En particulier, les militants interrogés font un usage raisonné de la violence dans les mobilisations collectives après la transition démocratique, l'intensité de la répression justifiant encore dans les récits biographiques le recours à des pratiques défensives éprouvées sous le régime militaire, par exemple dans les années 1995-2000 lors des occupations d'universités et plus récemment lors des mobilisations de la main d'œuvre sous-traitante en 2007 dans les secteurs forestiers et miniers. Il nous semble par conséquent que l'étude de ce continuum des pratiques entre la radicalisation et la déradicalisation apporte un éclairage nouveau sur le devenir des organisations qui, comme les parti communistes, sont amenées à abandonner l'action violente dans les démocraties nouvelles tout en restant dans l'opposition.